



WeMed Prix  
de la Durabilité  
Méditerranéenne  
2024

# Guide de Candidature

# Guide

---

## 1. Réglementation applicable

Les présentes bases régissent la cinquième édition du Prix « Mediterranean Sustainability Award », également appelé WeMed Award, organisé par MedWaves depuis l'année 2021, selon ce qui figure à l'annexe de la présente Résolution.

La réglementation qui régit les subventions accordées par l'Administration de la Généralité de Catalogne, ses organismes autonomes et les entités qui composent le secteur public majoritaire de cette dernière est édictée à la suite de l'exercice des prérogatives administratives.

Sont applicables les dispositions contenues dans la réglementation suivante :

- Loi 38/2003, du 17 novembre, relative aux subventions.
- Décret royal 887/2006, du 21 juillet, portant approbation du règlement de la loi 38/2003, du 17 novembre, générale portant sur les subventions.
- Décret-loi royal 36/2020, du 30 décembre, par lequel sont approuvées des mesures urgentes pour la modernisation de la Fonction publique et pour l'exécution du Plan de relance, de transformation et de résilience.
- Décret législatif 3/2002, du 24 décembre, portant approbation du texte refondu de la Loi sur les finances publiques de Catalogne.
- Loi 26/2010, du 3 août, relative au régime juridique et à la procédure des administrations publiques de Catalogne.
- Loi 39/2015, du 1er octobre, relative à la procédure administrative commune des administrations publiques.
- Décret 76/2020, du 4 août, relatif à l'administration numérique.
- Décret royal 203/2021, du 30 mars 2021, par lequel est approuvé le Règlement d'action et de fonctionnement du secteur public par des moyens électroniques.
- Loi 19/2013, du 9 décembre, relative à la transparence, à l'accès à l'information publique et à la bonne gouvernance.
- Loi 19/2014, du 29 décembre, relative à la transparence, à l'accès à l'information publique et à la bonne gouvernance.
- Décret 271/2019, du 23 décembre, par lequel est approuvé le Règlement du Registre des subventions et des aides de Catalogne.
- Arrêté ECO/175/2015, du 3 juin, relatif aux formes de justification des subventions.

Ainsi que les dispositions de la loi de finances de la Généralité de Catalogne applicables à l'exercice correspondant, et le reste de la réglementation applicable.

---

Le présent guide de candidature a été approuvé par la Résolution TER/1921/2026 du 12 juin, portant adoption des bases réglementaires régissant la cinquième édition du « Mediterranean Sustainability Award »

Ce document constitue une traduction française du texte original publié au Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya (DOGC) et est fourni uniquement à titre informatif. En cas de divergence, d'incohérence ou de différence d'interprétation entre cette traduction et la version originale en catalan, seule la version catalane publiée au DOGC fait foi.

## **2. Procédure de remise du Prix**

2.1 Ladite procédure sera menée selon le régime de concurrence compétitive, conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi 38/2003, générale sur les subventions.

2.2 L'organe instructeur est MedWaves qui, en tant que service de l'ARC, assure le secrétariat technique.

2.3 L'organe compétent pour rendre la décision relative à la remise du Prix est le directeur de l'Agence des Déchets de Catalogne.

---

## **3. Objet et finalité**

L'objet de cette procédure est de convoquer la cinquième édition du Prix « Mediterranean Sustainability Award », également dénommé WeMed Award, organisé par MedWaves depuis l'année 2021.

Sa finalité est de donner de la visibilité à des modèles économiques durables et de récompenser les acteurs de l'écosystème entrepreneurial qui apportent un soutien direct à la création et au développement d'entreprises durables en Méditerranée (entités publiques, organismes de soutien aux entreprises, acteurs financiers, entités éducatives et organisations ou individus de la société civile).

Le prix est conçu comme un outil de sensibilisation des décideurs politiques dans le cadre de la Convention de Barcelone afin de donner de la visibilité à des modèles économiques durables et de récompenser les acteurs de l'écosystème entrepreneurial qui apportent un soutien direct à la création et au développement d'entreprises durables en Méditerranée.

Le prix a pour objectifs :

(i) reconnaître les initiatives remarquables couronnées de succès d'entreprises de l'économie verte, bleue et circulaire dotées de modèles économiques durables;

(ii) inspirer d'autres entrepreneurs à intégrer des innovations environnementales et sociales dans leurs modèles économiques, et à étendre ainsi ces approches à la région ; ainsi que de

(iii) promouvoir un écosystème entrepreneurial qui permette la croissance des entreprises de l'économie verte, bleue et circulaire et reconnaître les initiatives couronnées de succès des acteurs de cet écosystème.

Le prix donnera également une visibilité aux contributions des entreprises de l'économie verte, bleue et circulaire aux objectifs de développement durable de la région méditerranéenne et, en particulier, à l'Objectif de développement durable 12 (Consommation et production durables). Le modèle économique circulaire de l'entreprise sera notamment évalué, et non une action ou un produit concret.

Les économies vertes, durables et circulaires reposent sur un tissu entrepreneurial diversifié, dans lequel les entreprises se trouvent à différents stades d'évolution, mais partagent un même objectif : générer un impact positif sur la société et l'environnement, tout en construisant des modèles économiques viables et évolutifs. Dans le cadre de cet appel, l'accent est mis exclusivement sur deux stades concrets de développement entrepreneurial : l'early stage (phase de développement initial) et le growth stage (phase de croissance). Cette délimitation permet de concentrer les efforts de reconnaissance et d'impulsion sur les initiatives privées qui se trouvent à des moments clés de leur croissance et qui peuvent accélérer de manière décisive la transition vers une économie plus durable et circulaire.

Afin de concentrer les efforts sur des initiatives présentant un potentiel de croissance et d'impact, le Prix est divisé en deux grandes catégories, suivant le stade de développement de l'entreprise :

### **Catégorie A - Early Stage – 20 000 €**

Cette catégorie reconnaît des modèles économiques durables en phase initiale. Peuvent participer les entités qui remplissent les conditions suivantes :

- Produit ou service sur le marché depuis moins de 3 ans.
- Intégration de valeurs environnementales et sociales dans le modèle économique.
- Modèle économiquement viable.
- Business plan présentant des bénéfices et pratiques environnementales et sociales et/ou des bénéfices de régénération écosystémique (pas nécessairement mis en œuvre) incluant l'utilisation de solutions fondées sur la nature.
- Entités à but lucratif ou non lucratif (PME, groupements de travailleurs indépendants, coopératives, fondations, etc.) avec un maximum de 25 employés.
- Légalement constituées sur l'un des territoires bénéficiaires.

### **Catégorie B - Growth Stage – 20 000 €**

Cette catégorie reconnaît des modèles économiques durables en phase de croissance, notamment des :

- Entreprises opérationnelles dont les activités ont débuté il y a au moins 3 ans et au plus 10 ans, présentant des bénéfices environnementaux et sociaux quantifiables.
- Entreprises de plus de 10 ans ayant transformé leur modèle traditionnel vers des pratiques durables et/ou régénératives, y compris le recours à des solutions fondées sur la nature, avec un impact social marqué et un modèle économiquement viable.
- Entités avec ou sans but lucratif comptant au maximum 250 employés.
- Entreprises légalement constituées dans l'un des pays bénéficiaires.
- Business plan comportant des bénéfices environnementaux et sociaux potentiels ou réels.

MedWaves utilisera ces catégories afin d'établir le cadre juridique de la remise du Prix au sein de son cadre institutionnel, à savoir les bases.



## 4. Appel à candidatures

4.1 Le Prix sera organisé périodiquement, suivant la disponibilité budgétaire, par voie de résolution du directeur de l'Agence des Déchets de Catalogne.

L'appel à candidatures sera publié au Journal officiel de la Généralité de Catalogne.

4.2 Le délai de dépôt des candidatures est celui indiqué dans l'appel à candidatures du Prix y afférent.

---

## 5. Type et montant du prix

5.1 Le Prix dote chacune des catégories d'un diplôme d'accréditation. En outre, pour les catégories A et B, chaque appel à candidatures établira un prix financier.

Lors de la cinquième édition, les lauréats des catégories ouvertes recevront les prix suivants :

- Pour la catégorie A ("Early Stage"), un Prix financier d'un montant de 20 000 € sera attribué.
- Pour la catégorie B ("Growth Stage"), un prix financier d'un montant de 20 000 € sera attribué.

Des mentions honorifiques peuvent être accordées aux projets et initiatives qui, sans avoir obtenu de Prix, méritent une considération particulière.

---

## 6. Bénéficiaires

6.1 Peuvent être bénéficiaires dudit Prix :

- Personnes morales, publiques ou privées,
- D'autres types d'unités économiques ou de patrimoines distincts, tels que les coopératives ou les fondations.

Toutes les entités doivent développer des modèles économiques durables ou des stratégies innovantes en matière environnementale et sociale, et respecter les spécificités de chaque catégorie.

### Enterprise durable:

Based on the interdependency between the environment, society and economy, a sustainable business provides innovative viable products and services which create environmental value (addressing ecological challenges and reducing environmental impacts) and social value (addressing social needs) by applying eco-innovation, life cycle thinking and eco-design approaches. (UNEP-MAP SCP/RAC (2019) Circular Economy Business Strategies , Conceptual framework to guide the development of sustainable business models).

## **Entreprise durable :**

En raison de l'interdépendance entre l'environnement, la société et l'économie, une entreprise durable fournit des produits et des services viables et innovants qui créent de la valeur, tant environnementale (en réponse aux défis environnementaux et en réduisant les impacts environnementaux) que sociale (en réponse aux besoins sociaux), au moyen du déploiement de démarches d'éco-innovation, de l'évaluation du cycle de vie du produit ou du service et de l'éco-conception.

## **Règles générales :**

Le compte sur lequel doit être versé le montant du Prix indiqué dans le formulaire de demande doit appartenir à la personne morale bénéficiaire dudit Prix.

Une même personne morale ne peut présenter plus d'une candidature. Chaque candidature devra indiquer expressément à quelle catégorie elle se présente et se limitera à une seule.

La candidature sera présentée à titre individuel par chaque personne physique ou morale, suivant la sous-catégorie du Prix à laquelle elle postule.

Chaque candidature a un représentant unique, lequel sera la personne physique ou morale qui l'a présentée. Le représentant est la personne qui reçoit toutes les notifications concernant le Prix, ainsi que le certificat et la dotation financière ou le prix honorifique dans le cas où la candidature est lauréate. Le représentant, le cas échéant, peut mentionner, dans le formulaire de présentation de la candidature, d'autres personnes ou entités qui y ont participé.

Le prix est remis uniquement au représentant de la candidature. En cas de participation conjointe, il incombe aux personnes posant la candidature de parvenir à un accord sur la répartition du prix et de ses implications fiscales.

En ce qui concerne sa portée géographique, conformément à ce que prévoit la stratégie du Programme de soutien aux Switchers et du Fonds d'investissement à impact The Switchers Fund, le Prix est ouvert aux acteurs ayant leur siège ou leur domicile dans l'un des territoires suivants :

Pays du sud de la Méditerranée : Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine et Tunisie.

Pays candidats à l'UE bénéficiaires de l'Instrument d'aide de pré-adhésion, ayant une façade maritime sur la Méditerranée : Turquie, Albanie, Monténégro et la République de Macédoine du Nord.

Régions moins développées des pays de l'UE (où le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE), situées sur la côte méditerranéenne :

- Croatie : l'ensemble du pays
- Grèce : Macédoine-Orientale-et-Thrace (Anatoliki Makedonia Thraki), Attique de l'Ouest (Dytiki Ellada), Epire (Ipeiros), Macédoine centrale (Kentriki Makedonia), Thessalie
- Italie : Basilicate, Calabre, Campanie, Pouilles
- Espagne : Andalousie et Murcie

## **7. Critères applicables aux personnes bénéficiaires**

### **7.1. Conditions de participation pour les Catégories A et B**

Peuvent prétendre au prix les entreprises durables qui sont en activité et de plus:

- Les entités ou projets candidats doivent être en activité et satisfaire aux critères suivants selon la catégorie :

#### **Catégorie A (Early Stage) :**

- Être opérationnels et avoir démarré l'activité il y a 3 ans au maximum.
- Être des personnes morales, avec un maximum de 25 employés, selon le cas.
- Mettre sur le marché, en échange d'une contrepartie économique, un produit ou un service.
- Disposer d'un modèle économique rentable qui réponde à des défis écologiques et à des besoins sociaux.

#### **Catégorie B (Growth Stage) :**

- Être pleinement opérationnelles et avoir lancé l'activité il y a au moins 3 ans et au plus 10 ans.
- Sont également acceptées les entreprises ayant plus de 10 ans d'existence qui ont transformé leur modèle en un modèle durable.
- Être des personnes morales, comptant jusqu'à 250 employés ou membres,
- Mettre sur le marché un produit ou un service, avec un modèle économique rentable abordant des défis écologiques et sociaux.

Le respect de ces critères est indispensable; toute candidature qui ne s'y conforme pas sera exclue.

Ne peuvent prétendre au Prix les candidatures qui se trouvent dans l'une des situations suivantes :

- Celles qui se présentent simultanément dans plus d'une des catégories ouvertes, selon la même approche ou une approche différente.
- Celles dont la demande ait bénéficié de la participation active d'un membre du jury.

## **8. Publicación y comunicaciones**

8.1. Les articles 17.3.b et 18 de la Loi générale sur les subventions doivent être appliqués en lien avec l'Accord GOV/192/2015, du 29 décembre, par lequel est complété l'Accord GOV/77/2015, du 2 juin, relatif à la publication des avis de notification dans le Journal Officiel de Catalogne (Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya). Le texte intégral des appels à candidatures est publié dans le Journal Officiel de Catalogne (Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya).

8.2. Les démarches, les demandes et les décisions relatives à l'attribution de ces prix sont notifiées sur le Tableau électronique de la Généralité de Catalogne, accessible depuis la plateforme électronique. Cette publication remplace la notification individuelle et produit les mêmes effets.

8.3. La publication de l'appel à candidatures prend effet par la transmission des informations exigées par le Registre des aides et des subventions de Catalogne, conformément à l'article 96 bis du texte consolidé de la Loi sur les finances publiques de Catalogne, et par l'intermédiaire de la Base de données nationale des subventions.

---

## **9. Obligations des personnes bénéficiaires**

Les personnes bénéficiaires doivent respecter les obligations suivantes :

- a) Respecter la finalité du Prix.
- b) Fournir à tout moment les informations qui leur seraient demandées concernant le Prix attribué et se soumettre aux actions de vérification et de contrôle de l'organe instructeur, de l'Intervention générale de la Généralité, de la Cour des Comptes (Sindicatura de Comptes) et d'autres organes compétents conformément à la réglementation applicable.
- c) Conserver les documents justificatifs de l'affectation des fonds reçus, y compris les documents électroniques, tant qu'ils peuvent faire l'objet d'opérations de vérification et de contrôle.
- d) Respecter les autres obligations prévues par la réglementation en vigueur en matière de subventions et les présentes bases réglementaires.

## 10. Procédure de présentation des candidatures

10.1 Les candidatures ou demandes doivent être soumises exclusivement par voie électronique au moyen d'un formulaire de participation normalisé, propre aux différentes catégories. Ce formulaire est disponible sur le site web <https://www.wemedaward.org/>.

Une fois la demande transmise via le site web <https://www.wemedaward.org/>, celle-ci est réputée déposée auprès de l'Agence des déchets de Catalogne et est automatiquement enregistrée sur la plateforme Tramits Gencat (<http://tramits.gencat.cat>), conformément aux modalités prévues dans l'appel à candidatures.

Si la demande télématique n'a pas pu être signée électroniquement, l'entité doit justifier par des documents qu'elle a envoyé par courrier postal la documentation signée, et que cet envoi a été effectué dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la présentation virtuelle de la demande. Le Secrétariat technique du Prix peut remplacer cet envoi par la réalisation d'une visioconférence par la personne représentant l'entité demanderesse.

10.2 La firma y presentación de la solicitud comporta la plena aceptación de estas bases y lleva implícita la autorización al órgano gestor del premio para poder comprobar, de oficio, todos los datos que se contienen.

10.2 La firma y presentación de la solicitud comporta la plena aceptación de estas bases y lleva implícita la autorización al órgano gestor del premio para poder comprobar, de oficio, todos los datos que se contienen.

---

## 11. Documentation à présenter avec la demande

Le formulaire de participation comprendra un lien permettant de télécharger une bannexe technique qui inclura une déclaration sur l'honneur que devant être signée par le représentant légal de l'entité demanderesse, conformément aux dispositions suivantes:

- les conditions requises pour participer au Prix sont remplies.
- la personne qui signe la demande dispose des pouvoirs nécessaires pour agir au nom de l'entité candidate et pour percevoir la dotation économique ou le Prix honorifique dans le cas où la demande serait récompensée.
- toutes les informations fournies sont exactes.
- une session virtuelle de l'entité concernée est acceptée, dans le cas où le/la candidat(e) obtiendrait la note maximale dans sa catégorie. La finalité de la session sera de valider les données fournies dans le formulaire de demande. Il sera nécessaire que le jury valide la désignation finale du lauréat de chaque catégorie.
- Cette annexe technique sera jointe au formulaire disponible sur le site <https://www.wemedaward.org/>, ainsi qu'aux documents obligatoires suivants :- Document d'identification fiscale de l'entité demanderesse
- Document d'identité du représentant
- Documentation attestant des pouvoirs en vertu desquels agit le représentant de l'entité demanderesse (en cas de dépassement de la taille établie, il convient de joindre uniquement les pages où cette représentation est attestée), , le cas échéant.
- Certificat de titularité bancaire

Les participants peuvent également joindre des documents complémentaires destinés à étayer les informations fournies dans le formulaire de candidature (articles, dossier de photographies, liens permettant de visionner des vidéos). Ces informations complémentaires devront être présentées dans un seul fichier compressé et seront limitées à un maximum de cinq documents (un dossier de photographies étant considéré comme un seul document). Lorsqu'un rapport est soumis, celui-ci ne peut excéder trente pages. Cette documentation sera prise en considération lors de la deuxième phase de l'évaluation, après la sélection des candidatures qui seront examinées directement par le jury.

Le candidat comprend et reconnaît que toute information fausse dans les données ou les renseignements fournis et/ou le refus de vérification entraîne l'exclusion de sa candidature du processus.

Dans tous les cas, le Secrétariat technique en charge des Prix se réserve la faculté de requérir, à tout moment, les originaux de la documentation fournie sous forme de fichiers au format électronique afin d'en authentifier le contenu.

Aucune modification n'est admise après la date limite de dépôt des candidatures. Si des informations supplémentaires sont nécessaires, MedWaves les demandera au candidat par le biais de l'adresse électronique indiquée dans la demande. La présentation du formulaire de demande habilite l'organisme compétent à vérifier que les données qu'il contient et qui y sont déclarées sont exactes.

L'inexactitude, le caractère factice ou l'omission de caractère essentiel dans toute donnée figurant dans le formulaire de demande ou dans le document qui l'accompagne rendent cette démarche sans effet, à compter du moment où elles sont portées à connaissance et après audition préalable de la personne concernée, et, en conséquence, entraînent l'irrecevabilité de la candidature. Si le fait ou l'omission est constaté une fois que le Prix a déjà été remis, cela constituera un motif de révocation et/ou de sanction.

En ce qui concerne les déclarations sur l'honneur, celles-ci impliquent que la personne concernée dispose de la documentation pertinente attestant des données déclarées. Si l'Administration constate l'inexactitude ou le caractère factice des données déclarées, ce fait entraîne, après audition préalable de la personne concernée, la mise à néant de la démarche y afférente. Si ce comportement est qualifié d'infraction par la législation applicable, il donne lieu à l'ouverture de la procédure sanctionnatrice correspondante.

## 12. Jury

12.1 Les demandes du Prix seront évaluées par un jury constitué à cette fin.

12.2 La résolution indiquera quelles catégories sont ouvertes à candidatures pour chaque édition et les aspects suivants :

- a) Les critères de participation.
- b) Les critères d'évaluation.
- c) Le délai de dépôt des demandes et la documentation à joindre.
- d) La composition du jury qui évaluera les candidatures.
- e) Le montant de la dotation financière du Prix de chaque catégorie, le cas échéant, et l'imputation budgétaire à laquelle elle sera imputée.

12.3 Chaque appel à candidatures du Prix disposera d'un jury unique qui évaluera l'ensemble des catégories de cette édition.

MedWaves désignera un jury indépendant, équilibré en termes de genre et de nationalité, afin qu'il exerce ses fonctions à titre volontaire pour évaluer un ensemble de demandes sélectionnées avant le Prix.

Le jury sera composé d'un nombre impair (maximum de 7 membres) :

- (i) deux professionnel(le)s ayant une expérience en écoconception, éco-innovation et autres solutions d'économie verte, bleue et circulaire pour les entreprises ;
- (ii) un(e) professionnel(le) ayant de l'expérience dans les cadres d'action publique (politiques) applicables aux entreprises de l'économie verte et circulaire ;
- (iii) une personne représentante de la Commission méditerranéenne du développement durable (MCSD) ;
- (iv) une personne représentant une organisation de soutien aux entreprises, une association d'entreprises ou une entité similaire de l'un des pays bénéficiaires ;
- (v) une personne représentant les entités qui composent la gouvernance du MedWaves ;
- (vi) une personne représentante de MedWaves.

12.4 Le jury évaluera les 10 candidatures ayant obtenu la note la plus élevée dans chaque catégorie. Étant donné que la composition du jury est un nombre impair (maximum de 7 membres), la possibilité d'égalité n'est pas prévue pour la sélection des lauréats. Les membres du jury devront signer un accord de non-divulgence (NDA ou accord de confidentialité) afin de garantir la protection des données des candidat(e)s.

MedWaves, en sa qualité de secrétariat technique du prix, effectuera une première évaluation des candidatures afin d'éliminer celles qui ne sont pas complètes aux fins d'une évaluation détaillée. Ensuite, MedWaves évaluera les candidatures complètes et présentera au jury la liste des 10 candidatures ayant obtenu la meilleure note pour chaque catégorie.

Une fois l'évaluation du jury achevée, MedWaves organisera une session virtuelle pour les candidats de chaque catégorie les mieux notés par le jury, afin de valider les données présentées dans le formulaire de demande. Si le résultat de chaque session est positif, les lauréats seront confirmés et la résolution d'attribution sera préparée. Dans le cas contraire, une session virtuelle sera organisée avec le 2ème candidat figurant sur la liste, et ainsi de suite.

Pour l'attribution du prix, MedWaves, en tant que secrétariat dudit prix, préparera un rapport technique afin d'engager la préparation de la résolution de remise du Prix par le directeur de l'Agence des Déchets de Catalogne (ARC).

La candidature lauréate doit obtenir, au minimum, la majorité simple des votes favorables des membres du jury.

---

### **13. Secrétariat technique et organisation**

13.1 Le Secrétariat technique est l'organe gestionnaire du Prix et est responsable de la gestion administrative et logistique.

13.2 Le Secrétariat technique correspond à MedWaves, en tant que département de l'ARC.

13.3 Les fonctions du Secrétariat technique sont

- a) Garantir la bonne diffusion de l'appel à candidatures du Prix et de son attribution.
- b) Gérer les dossiers des demandes.
- c) Convoquer les réunions du jury.
- d) Assurer le soutien logistique aux réunions du jury et en rédiger les procès-verbaux.
- e) Gérer la remise du Prix et la communication avec les lauréats.



## 14. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont divisés en 2 groupes :

Les Critères de base qui auront un poids plus important dans l'évaluation finale et dont le respect est indispensable, et critères additionnels, qui, bien qu'importants et devant être évalués afin de cerner la nature du commerce durable, auront un poids relatif moindre, et le non-respect de l'un d'entre eux n'empêche pas de remporter le Prix. Les actions présentées dans le cadre de cet appel à candidatures seront priorisées conformément aux critères établis ci-après. Ne pourront être récompensés les projets qui n'obtiennent pas un minimum de 50 points au total.

Los criterios de valoración de las solicitudes son los siguientes:

Catégorie du critère	N°= du critère et description	Note maximale de l'évaluation
Critères de base (indispensables)	Critère a.1 Le modèle économique est rentable, conformément à ses résultats économiques et à sa propre viabilité.	25
	Critère a.2. Le modèle économique relève des défis écologiques et réduit les impacts environnementaux. Il s'agit d'un bon exemple d'utilisation efficace des ressources, d'efficacité énergétique et de productivité. L'éco-innovation, l'évaluation du cycle de vie du produit ou du service et l'éco-conception, entre autres, contribuent à la prévention de la pollution, à l'économie de ressources et à un mode de vie durable pour les consommateurs. Le modèle économique intègre des solutions fondées sur la nature qui utilisent des processus et des systèmes naturels pour relever des défis environnementaux, sociaux et climatiques. Seront particulièrement appréciées les initiatives qui contribuent à la restauration des écosystèmes, de la biodiversité, à la gestion durable de l'eau et des sols, à la résilience climatique, à la bioéconomie ou à la fourniture de services écosystémiques, entre autres, tout en générant de la valeur économique et sociale.	40
	Critère a.3. Le modèle économique durable répond aux besoins sociaux, renforce les capacités des communautés et travaille en réseau.	15
Critères additionnels (souhaitables)	Critère a.4. Le modèle économique dispose d'un système de travail équitable et inclusif en matière de genre et de gouvernance, offre des conditions de travail dignes ou applique un modèle économique coopératif ou des services d'indépendants équitables. Le modèle économique fait face aux difficultés socioéconomiques contextuelles par le biais de stratégies réussies.	10
	Critère a.5. Le modèle économique est potentiellement reproductible et évolutif.	10

## Méthode d'évaluation des critères d'évaluation CATÉGORIES A et B

L'évaluation de la candidature sera effectuée par le biais de l'examen des réponses des candidats à deux types de questions :

- Des questions-guides ouvertes (guiding questions) qui l'aideront à expliquer, dans le formulaire de présentation des candidatures, de quelle manière son modèle économique s'ajuste au critère proposé.
- Liste de vérification (check-list) d'éléments déterminants quantifiables au moyen d'une notation.

Critères	Mode d'évaluation	Description
a.1	Questions-guides	Les questions solliciteront des informations sur la nature et la valeur du modèle économique durable (produit ou service). De même, il sera nécessaire que le candidat fournisse des données économiques attestant de sa rentabilité.
a.2	Liste de vérification	<p>La liste de questions s'inspirera des indicateurs utilisés pour évaluer le potentiel d'un Switcher à atténuer les impacts environnementaux et sociaux de l'activité économique, conformément au secteur auquel il appartient.</p> <p>L'évaluation se concentrera sur les efforts réalisés plutôt que sur des indicateurs spécifiques, afin de garantir une compétition équitable entre des services et des produits de différents secteurs, dont l'incidence sur l'environnement est inégale.</p> <p>Afin d'évaluer l'incidence environnementale, il sera demandé des informations sur les mesures adoptées en relation avec les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'eau, le rejet et la gestion des eaux usées, la production de déchets, l'utilisation efficace et circulaire des ressources, etc.</p> <p>Des questions seront également posées afin de déterminer le degré d'innovation environnementale qu'offre le produit ou le service.</p>
a.3	Questions-guides	<p>Votre produit ou service intègre-t-il des solutions fondées sur la nature ? Dans l'affirmative, décrivez-les.</p> <p>Quels écosystèmes ou processus naturels sont directement concernés (eau, sol, biodiversité, paysage, etc.) ?</p> <p>Comment votre projet contribue-t-il à la résilience climatique et/ou à la restauration environnementale ?</p> <p>Ces bénéfices sont-ils mesurés ou disposent-ils d'indicateurs de suivi ?</p>
a.4	Questions-guides	<p>Les questions aideront le/la candidat(e) à expliquer de quelle manière il/elle contribue à relever des défis sociaux tels que l'inclusion de personnes exposées au risque d'exclusion sociale, une meilleure éducation, la préservation de la culture. Il sera nécessaire de savoir si une partie de ses bénéfices est réinvestie dans la société ou, de manière générale, de quelle façon il améliore la qualité de vie de sa communauté.</p> <p>Ils/elles seront également interrogé(e)s sur leur participation à des réseaux de communication et de collaboration interentreprises, entre autres.</p>

Critères	Mode d'évaluation	Description
a.5	Questions-guides	<p>Les questions porteront sur les modèles de recrutement du personnel et sa rémunération, afin d'évaluer s'ils intègrent les principes d'équité, d'égalité entre les femmes et les hommes, d'inclusion, ainsi que de participation et d'horizontalité dans la prise de décision.</p> <p>En ce qui concerne l'égalité de genre, seront appréciés des aspects tels que l'égalité salariale et la parité au sein des organes de direction et/ou de gouvernance, la flexibilité (souplesse) et les aménagements du temps de travail visant à favoriser le partage des responsabilités entre les travailleuses et les travailleurs.</p> <p>De même, les entreprises qui appliquent des politiques de non-discrimination, des plans d'égalité de genre, des plans de prévention de la violence dans l'environnement de travail et de la violence fondée sur le genre, des politiques d'inclusion de personnes en situation de handicap et/ou exposées au risque d'exclusion sociale seront évaluées positivement.</p>
a.6	Question-guide	<p>Une seule question ouverte sera posée sur le potentiel d'exportation de ladite idée vers d'autres environnements méditerranéens, avec un niveau équivalent de bénéfices pour l'environnement et la société.</p>

En ce qui concerne les questions-guides ouvertes, le jury devra attribuer une évaluation en fonction de la manière dont l'entreprise du candidat parvient à s'aligner sur l'objectif du critère évalué, par le biais de l'attribution d'un niveau : Élevé - Moyen - Faible - Nul (High-Medium-Low-Unsuitable).

La check-list sera accompagnée d'un décompte numérique permettant de quantifier et de comparer, entre les candidats, le degré d'atteinte du critère.

## 15. Irrecevabilité et désistement

15.1 Le non-respect des critères non susceptibles de régularisation ou du délai de présentation des demandes établis par les bases réglementaires et la convocation du Prix entraîne l'irrecevabilité de la demande.

15.2 Entraînera le désistement de la demande l'absence de dépôt de l'un quelconque des documents prévus par les bases ou l'absence de régularisation des conditions susceptibles d'être corrigées, dans le délai de 10 jours ouvrables et après demande préalable.

15.3 Préalablement à l'attribution du Prix, l'organe instructeur doit statuer sur l'irrecevabilité ou le désistement des demandes, et doit notifier la décision d'irrecevabilité ou de désistement aux personnes concernées par le biais de sa publication sur la Plateforme électronique de l'Administration de la Généralité de Catalogne (<https://tauler.seu.cat/inici.do?idens=1>). Cette publication remplace la notification individuelle et produit les mêmes effets.

## **16. Résolution et notification**

16.1 Le directeur de l'Agence des Déchets de Catalogne rendra la décision d'attribution du Prix dans les catégories faisant l'objet de l'appel. La décision sera communiquée aux personnes concernées conformément à la réglementation en vigueur, par publication sur l'e-tauler (plateforme électronique)

16.2 Conformément à la documentation présentée, aux vérifications effectuées et à l'évaluation du jury, l'organe instructeur soumettra la proposition de résolution correspondante à l'organe compétent pour statuer.

16.3 La décision d'attribution indiquera, au minimum, la finalité et l'objet du Prix, les candidatures lauréates et, le cas échéant, les mentions honorifiques, les montants du Prix, la provenance des fonds avec lesquels le Prix est financé et la voie de recours correspondante. Il convient également de considérer que le caractère définitif de la résolution de remise du Prix implique que la personne bénéficiaire déclare tacitement être à jour de ses obligations envers l'administration fiscale et sociale ainsi qu'envers la Généralité de Catalogne.

16.4 La résolution sera effectuée par le biais d'une publication sur la plateforme ("Tauler") électronique de l'Administration de la Généralité de Catalogne (<https://tauler.seu.cat/inici.do?idens=1>). Cette publication remplace la notification individuelle et produit les mêmes effets, et indiquera les recours qui y sont ouverts, l'autorité devant laquelle ils doivent être introduits et le délai pour les introduire.

16.5 Conformément à la Loi 39/2015, du 1er octobre, relative à la procédure administrative commune des administrations publiques, et à la Loi 26/2010, du 3 août, relative au régime juridique et à la procédure des administrations publiques de Catalogne, contre la décision d'octroi et de refus des subventions, la personne bénéficiaire pourra former un recours administratif ou, le cas échéant, un recours contentieux administratif, dans les termes indiqués par la décision d'octroi.

---

## **17. Paiement**

17.1 La proposition de paiement du Prix est effectuée au moyen d'une certification préalable selon laquelle il est attesté que les conditions requises pour accéder au Prix sont remplies, conformément à la documentation présentée avec la demande et aux informations disponibles dans les bases de données et les registres. La compétence pour réaliser ladite certification est déléguée à l'organe instructeur.

17.2 Le paiement du Prix aux personnes bénéficiaires sera effectué par virement bancaire sur le compte indiqué dans le formulaire de demande.

Le Prix financier pour la catégorie A et la catégorie B sera versé par virement bancaire uniquement sur le compte bancaire indiqué par le représentant de la candidature. En cas de participation conjointe, il incombe aux personnes qui posent leur candidature de parvenir à un accord sur la répartition du prix et sur ses implications fiscales.

17.3 Les personnes bénéficiaires sont tenues de fournir toutes les informations qui leur seraient requises par l'Intervention générale de la Généralité, la Cour des Comptes (Sindicatura de Comptes) ou d'autres organes compétents, conformément aux dispositions du Décret législatif 3/2002, du 24 décembre, portant approbation du Texte refondu de la Loi relative aux finances publiques de la Catalogne.

---

## **18. Nullité et annulabilité**

Conformément à l'article 36 de la Loi 38/2003, du 17 novembre, lorsque l'acte d'attribution relève de l'un des cas de nullité ou d'annulabilité, l'organe qui en a la charge doit procéder à la révision d'office ou, le cas échéant, à la déclaration de reconnaissance du préjudice et à la contestation ultérieure, conformément aux dispositions des articles 106 et 107 de la Loi 39/2015, du 1er octobre, ainsi que des articles 71 et suivants de la Loi 26/2010, du 3 août, relative au régime juridique et à la procédure des administrations publiques de Catalogne.

---

## **19. Publicité des prix attribués**

19.1. Le Registre des Subventions et Aides de Catalogne doit fournir à la Base de données nationale des Subventions les informations relatives aux appels à aides et subventions et aux attributions y afférentes, dans les termes prévus aux articles 18 et 20.8 de la Loi générale portant sur les subventions.

19.2. Conformément à l'article 15.1 c) de la Loi 19/2014, du 29 décembre, relative à la transparence, à l'accès à l'information publique et à la bonne gouvernance, les informations relatives aux subventions et aux aides publiques accordées, avec indication du montant, de l'objet et des personnes bénéficiaires, doivent être publiées sur plateforme électronique et sur le site web de l'organe en charge de l'appel à candidatures, sans préjudice des dispositions de l'article 45.2 du Décret 8/2021, du 9 février, sur la transparence et le droit d'accès à l'information publique, selon lequel les informations relatives aux subventions et aides octroyées doivent être publiées par le biais de la transmission desdites informations au Registre des subventions et aides de Catalogne, auquel l'accès doit être possible depuis le Portail de la transparence de Catalogne.

19.3. Conformément à l'article 15.2 de la Loi 19/2014, du 29 décembre, relative à la transparence, à l'accès à l'information publique et à la bonne gouvernance, lorsque la personne bénéficiaire du prix est une personne morale, les informations relatives aux rémunérations des organes de direction ou d'administration sont publiées sur le site web de l'organe en charge de l'appel à candidatures lorsque le montant de l'attribution est supérieur à 10 000 euros.

19.4. Les Prix sont également soumis au régime de publicité et de transparence conformément à la réglementation spécifique applicable.

## **20. Droits de propriété industrielle et droit à l'image**

Le représentant de la demande en est entièrement responsable. La candidature présentée ne doit enfreindre d'aucune manière les droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle d'aucun tiers. La responsabilité en cas d'infraction aux droits de tiers incombera au participant.

Les participants pourront donner leur consentement à apparaître sur des photographies, des vidéos et dans des activités promotionnelles similaires liées à ce concours.

---

## **21. Protection des données et leur traitement**

21.1 Les personnes bénéficiaires et les entités collaboratrices doivent se conformer à la réglementation applicable, en adoptant et en mettant en œuvre les mesures de sécurité prévues par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ainsi que par la loi organique 3/2018, du 5 décembre, relative à la protection des données à caractère personnel et à la garantie des droits numériques.

21.2 L'ARC-MedWaves garantira une protection adéquate des données à caractère personnel conformément à ses règles et règlements applicables et sur la base des principes établis dans la loi organique relative à la protection des données et dans le Règlement général sur la protection des données européen (RGPD).

---

## **22. Principes éthiques et règles de conduite auxquels les personnes bénéficiaires du prix doivent adapter leur activité, et effets d'un éventuel non-respect de ces principes**

Conformément à l'article 55.2 de la Loi 19/2014, du 29 décembre, relative à la transparence, à l'accès à l'information publique et au bon gouvernement, sont rendus publics les principes éthiques et les règles de conduite auxquels les personnes bénéficiaires du Prix doivent conformer leur activité, ainsi que les effets d'un éventuel manquement à ceux-ci, sans préjudice du fait que l'appel à candidatures intègre, le cas échéant, des codes déontologiques en raison de la spécificité de la matière ou du respect de certains principes éthiques ou règles de conduite qui soient considérés comme appropriés pour garantir l'intérêt public ou social de l'activité primée et pour satisfaire à l'objet et à la finalité du Prix décerné.

Principes éthiques et règles de conduite :

1. Les personnes bénéficiaires doivent adopter une conduite éthiquement exemplaire, s'abstenir de réaliser, d'encourager, de proposer ou de promouvoir toute forme de pratique corrompue et porter à la connaissance des organes compétents toute manifestation de ces pratiques qui, selon elles, est présente ou est susceptible d'affecter la procédure. Ces dernières s'abstiendront en particulier de réaliser toute action susceptible de porter atteinte aux principes d'égalité des chances et de libre concurrence.

2. D'une manière générale, les personnes bénéficiaires d'aides publiques, dans l'exercice de leur activité, assument les obligations suivantes :

- a. Observer les principes, les normes et les canons éthiques propres aux activités, aux métiers et/ou aux professions correspondant à l'activité faisant l'objet de la subvention ou de l'aide publique.
- b. Ne pas réaliser d'actions susceptibles de mettre en péril l'intérêt public.
- c. Dénoncer les situations irrégulières susceptibles de se présenter dans les appels à subventions ou d'aides ou dans les procédures résultant de ces appels.

3. En particulier, les personnes bénéficiaires de subventions ou d'aides publiques assument les obligations suivantes :

- a. Communiquer immédiatement à l'organe compétent les éventuelles situations de conflit d'intérêts.
- b. Ne pas solliciter, directement ou indirectement, qu'un responsable ou un agent public influe sur l'attribution de la subvention ou de l'aide.
- c. Ne pas offrir ni accorder à des responsables ou agents publics des avantages personnels ou matériels, ni pour eux-mêmes ni pour des tiers, dans l'intention d'influer sur une procédure d'attribution d'une subvention ou d'une aide.
- d. Collaborer avec l'organe compétent dans les actions que celui-ci mène aux fins du suivi et/ou de l'évaluation du respect des obligations établies dans les bases de l'appel à candidatures, notamment en fournissant les informations qui lui seront demandées à ces fins, liées à la perception de fonds publics.
- e. Respecter les obligations de fournir des informations que la législation en matière de transparence impose aux adjudicataires en relation avec l'Administration ou les administrations de référence, sans préjudice du respect des obligations de transparence qui leur incombent directement en vertu d'une disposition légale, dans les cas prévus au quatrième alinéa de l'article 3 de la loi sur la transparence.
- f. Intégrer la perspective de genre et intersectionnelle dans la programmation d'activités, de projets et de services. Les méthodologies et les indicateurs de genre utilisés dans le projet doivent être précisés, dans l'annexe technique de la demande le cas échéant, en décrivant les déséquilibres et les inégalités concrètes constatés entre les femmes et les hommes dans le domaine d'intervention et que le projet entend traiter, en formulant des initiatives (l'adoption d'actions positives pour corriger les inégalités constatées) et en incluant des indicateurs de genre (pour assurer un suivi concomitant et ex post de l'impact du projet).

Effets d'un éventuel non-respect des principes éthiques et des règles de conduite :

En cas de non-respect des principes éthiques et des règles de conduite, le régime de sanctions prévu par la Loi 19/2014, du 29 décembre, ainsi que celles prévues à l'article 84 en ce qui concerne les personnes bénéficiaires d'aides publiques, sont applicables, sans préjudice de toute autre conséquence éventuelle prévue par la législation en vigueur en matière de subventions.

## **23. Conflits d'intérêts**

L'organe instructeur doit veiller à ce qu'aucune situation impliquant un conflit d'intérêts ne se produise.

---

## **24. Infractions et sanctions**

24.1. Sont considérées comme infractions et sanctions celles qui sont prévues dans le Texte refondu de la Loi relative aux finances publiques de Catalogne, approuvé par le Décret législatif 3/2002, du 24 décembre, et dans la Loi 38/2003, du 17 novembre, sans préjudice des particularités pouvant découler de la réglementation sectorielle applicable.

24.2. Sont responsables des infractions administratives en matière de subventions les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, ainsi que les entités dépourvues de personnalité juridique, qui, par action ou omission, se rendent coupables des faits qualifiés d'infractions dans les présentes bases réglementaires.

24.3. En cas de non-respect des obligations prévues par les présentes bases réglementaires, le régime de sanctions prévu par le titre IV de la loi 38/2003, du 17 novembre, générale des subventions, et par l'article 101 et suivants du texte refondu de la loi de finances publiques de Catalogne, approuvé par le décret législatif 3/2002, du 24 décembre, est applicable, si ce non-respect constitue une infraction conformément à la législation susmentionnée, indépendamment du remboursement total ou partiel du Prix.

24.4. De même, si, au cours des contrôles effectués par l'Autorité d'Intervention générale, elle constate un comportement du sujet contrôlé tendant à entraver, dilater ou empêcher son action, elle doit proposer à l'organe compétent d'engager la procédure de sanction conformément à ce qu'établit l'article 67 de la loi 38/2003, du 17 novembre, générale portant sur les subventions

---

## **25. Fonctions de vérification et de contrôle des actions récompensées**

25.1. Les organes compétents de l'entité attributrice ont la faculté d'effectuer les vérifications qui s'avèrent nécessaires pour contrôler les actions et les données justifiant l'attribution du Prix, ainsi que le fait que les montants versés ont été affectés à couvrir les dépenses liées à la réalisation de l'objet dudit Prix.

25.2. L'autorité d'attribution réalise des opérations spécifiques de vérification à la suite de dénonciations ou de l'existence d'indices de fraude ou d'irrégularité dans l'exécution de l'activité financée par ces Prix.

25.3. Les bénéficiaires doivent se soumettre aux actions de vérification que l'organe d'attribution estime nécessaires ainsi qu'à celles effectuées par ceux compétents de l'administration autonome, de l'État et de l'Union européenne. De même, l'Agence peut inspecter le déroulement des projets et des actions subventionnées afin de vérifier le respect de l'objet du Prix conformément à la réglementation en vigueur.



25.4. Les actions de vérification et d'inspection peuvent également porter sur le contrôle de la véracité des informations indiquées par la personne bénéficiaire sur la base de données ou de la documentation commerciale en possession de tiers.

25.5. Conformément à l'article 46.2 de la Loi 38/2003, le refus de s'acquitter de l'obligation de collaboration des personnes bénéficiaires ou des tiers consistant à apporter leur collaboration et à fournir la documentation qui leur est demandée dans l'exercice de ces fonctions de vérification et d'inspection sera considéré comme une résistance, une excuse, une obstruction ou un refus et, par conséquent, comme un motif de révocation et, le cas échéant, de remboursement de l'aide, sans préjudice des sanctions susceptibles de s'appliquer.

25.6. Les personnes bénéficiaires sont tenues de fournir toutes les informations qui leur sont requises par l'Autorité d'Intervention générale de la Généralité, la Cour des Comptes (Sindicatura de Comptes) ou d'autres organes compétents, conformément au décret législatif 3/2002, du 24 décembre, portant approbation du texte refondu de la Loi sur les finances publiques de la Catalogne.



WeMed Prix  
de la Durabilité  
Méditerranéenne  
2024